

Paris, le 11 mars 2019

1. Les pratiques d'Elliott et de Paul Singer 2. Elliott dans TIM

1. Les pratiques d'Elliott et de Paul Singer

- **Elliott s'est vu infliger la plus grosse amende jamais imposée par l'AMF.** En 2014, l'AMF a condamné Elliott Advisors et Elliott Management à une amende de 16 millions d'euros. Elliott Advisors (UK) a été reconnu coupable d'avoir transmis des informations confidentielles à Elliott Management concernant l'existence de négociations préalablement à la vente par le fonds d'investissement d'Elliott de sa participation au capital d'APRR à Eiffarie. C'est la plus grande amende jamais infligée par l'AMF.
- **Elliott vise les enfants et les familles des principaux responsables des sociétés qu'il cible.** « A au moins trois occasions, selon à la fois des témoignages devant des tribunaux et de témoins ayant parlé à Fortune, des enfants de personnes victimes des attaques du fonds se sont retrouvés impliqués d'une manière ou d'une autre, avec comme objectif d'obtenir des informations ou de se servir d'eux contre leurs parents. Dans un cas impliquant Norbert Essing, un consultant en relations publiques d'Arconic en Allemagne, des voisins de ses enfants à Londres ont reçu la visite de personnes les interrogeant sur un éventuel usage de drogue par ces derniers ou par leur père. » (*Inside Elliott Management: How Paul Singer's Hedge Fund Always Wins*, Fortune, 15 décembre 2017).
- **Singer sans pitié pour ses pratiques musclées.** « Comme l'a commenté précédemment The Nation, « *Singer est sans pitié pour les pratiques musclées qu'il a initiées.* » Singer ne se préoccupe pas des terribles dommages que son fonds cause aux citoyens. » (*Paul Singer – market master or litigious vulture?*, CADTM, 23 juin 2016).
- **Les dommages d'Elliott envers les citoyens.** « La destruction de Delphi par Paul Singer a dévasté des milliers de familles, lui a rapporté 1 milliard de dollars. (*Paul Singer – market master or litigious vulture ?* CADTM, 23 juin 2016). // Elliott Management, aux côtés de Silver Point Capital and Third Point appartenant à Dan Loeb, ont bloqué une vente proposée par le ministère des Finances, qui aurait sauvé 15 des 29 usines de Delphi et un nombre incalculable d'emplois. Delphi se trouvant le couteau sous la gorge, les hedge funds ont été en mesure de dégager des revenus supplémentaires en fermant des usines supplémentaires à travers le pays. Dan Loeb, dont le hedge fund était également partie prenante à l'accord, s'est vanté que « pratiquement aucun syndicat nord-américain » n'a survécu après le passage des hedge funds. Dans l'accord final concluant la faillite,

les 20 000 retraités de Delphi ont perdu jusque 70 % de leur pension, quelque 8 500 ouvriers ont perdu leur emploi, et seul quatre entreprises n'ont pas été fermées. (*Paul Singer— market master or litigious vulture ?* CADTM, 23 juin 2016).

- **Singer sur l'inégalité des revenus.** « ... un défenseur acharné du 1 % et un power broker émergent des Républicains (...) Le milliardaire n'a que peu de sympathie pour les souffrances des 99 % restant. » (*Mitt Romney's hedge fund kingmaker*, Fortune, 26 mars 2012).
- **Singer finançant les négationnistes du changement de climat.** « On a récemment découvert que Singer finançait l'intraitable négationniste du changement du climat Bjorn Lomborg, ayant assuré près d'un tiers des revenus de sa fondation en 2013 » (*Paul Singer – market master or litigious vulture?*, CADTM, 23 juin 2016).
- **Elliott au Congo.** « Alors que Singer était en train de se battre avec le gouvernement congolais pour un profit significatif, le pays était plongé dans une des plus importantes famines que le monde ait jamais connue. » (*Paul Singer – market master or litigious vulture?*, CADTM, 23 juin 2016).
- **Elliott à propos de l'amiante.** Elliott est connu pour prendre des positions dans des sociétés en difficulté. Owen Corning était poursuivi par ses ouvriers « en train de mourir ou souffrant de l'amiante ». L'entreprise a fait faillite et s'est engagée à dédommager au maximum les victimes. Elliott a acheté Corning à un prix « proche de zéro ». Une campagne a ensuite été lancée contre les ouvriers, affirmant qu'ils « simulaient ». (*Elliott has culture picnic in Korea Inc.*, Korea Times, 12 juin 2015).
- **Elliott fait les poubelles.** « Faire les poubelles et d'autres pratiques agressives, bien que controversées, ont pour avantage d'exercer un pouvoir qui dépasse de loin ce que l'argent peut apporter. Et c'est ce qui distingue Elliott de ses pairs ayant moins réussi ». « Pour être vraiment, vraiment, un bon activiste, il ne faut pas seulement être malin et entêté, mais il faut la volonté » explique David Rosewater, qui conseille des sociétés en tant que patron chez Morgan Stanley du groupe de défense contre l'activisme actionnarial, et qui a précédemment représenté Elliott en tant qu'avocat. « Tout le monde ne veut pas jouer le rôle du *bad guy*. » (*Inside Elliott Management: How Paul Singer's Hedge Fund Always Wins*, Fortune, 15 décembre 2017).

2. Elliott dans TIM

2.1 Présentation « Time for TIM » d'Elliott

1. Document contenant des informations trompeuses et des faits erronés qui correspondent à la nature même du fonds activiste Elliott contraire à toute éthique ; ce document est une insulte à l'intelligence des actionnaires de TIM.

2. Elliott préfère éviter de répondre aux conséquences des violations de gouvernement d'entreprise et des lois par le Président.
3. Elliott a refusé de répondre à la mise en place de son *collar* et à son non-alignement avec les autres actionnaires.
4. Elliott rejette toute responsabilité - il contrôle le Conseil d'administration depuis mai 2018. Ce Conseil d'administration empêche la direction de fonctionner et est en désaccord avec elle au sujet de la vente d'actifs, et crée un environnement dysfonctionnel qui affecte le cours de l'action de TIM.
5. Leur document inclut d'anciens sujets qui ne sont plus pertinents pour les agences de *proxy*. Les scénarios ont radicalement changé depuis cette époque quand ils induisaient en erreur les actionnaires et les agences de proxys.
6. En dépit des dires d'Elliott, Vivendi n'a aucune intention de contrôler TIM ni de nommer qui que ce soit comme Président ou Directeur général.
7. Vivendi est un investisseur de long terme sans « collar » et a un seul objectif : mettre en place un Conseil d'administration neutre qui représente tous les actionnaires.
8. La nouvelle liste proposée est composée de Directeurs hautement qualifiés, dotés d'une grande intégrité, qui agiront comme membres indépendants et apporteront une nouvelle dynamique et une nouvelle expertise nécessaire au Conseil d'administration.
9. Maintenir le statu quo, c'est maintenir une mauvaise gouvernance au service des seuls intérêts d'Elliott. Les actionnaires doivent agir maintenant.

2.2 Demande d'Elliott pour un « Conseil d'administration véritablement indépendant » - Comportements inappropriés des membres du Conseil d'administration nommés par Elliott

Elliott affirme que TIM a un Conseil d'administration vraiment indépendant. Comme l'a confirmé et documenté le rapport du Collegio Sindacale de TIM, les membres du Conseil d'administration nommés par Elliott sont responsables de nombreuses irrégularités et d'infractions répétées au code civil, aux règlements intérieurs, au code financier italien et aux règles de gouvernance d'entreprise, notamment en :

- organisant les réunions du « Conseil d'administration parallèle »,
- diffusant à des tiers des informations internes et sensibles pour le cours de bourse, en violation flagrante du règlement sur les abus de marché (MAR),
- le Président Conti induit en erreur le Collegio Sindacale de TIM,
- nommant des conseils sans suivre les politiques internes de TIM, comme lors de la nomination de Bonelli Erede en tant que conseiller juridique pour le processus de révocation du CEO Amos Genish,

- recherchant un nouveau CEO sans prendre en compte des candidats externes,
- embauchant les conseils Elliott (Bonelli Erede et Vitale & Co.), ce qui constitue un conflit d'intérêts manifeste et démontre comment Elliott contrôle de facto le Conseil d'administration de TIM, avec la capacité de défendre son propre agenda.

En outre, un représentant-clé d'Elliott (Giorgio Furlani) aurait participé à plusieurs réunions du « Conseil d'administration parallèle ».

2.3 Alignement des intérêts avec les autres actionnaires

- **Elliott n'œuvre pas dans l'intérêt de tous les actionnaires, mais uniquement pour lui-même.** Ses objectifs sont court-termistes et ne sont pas alignés sur ceux des autres actionnaires de TIM. Le fait que TIM ait engagé un certain nombre de conseils d'Elliott montre i) la capacité d'Elliott à contrôler de fait le Conseil d'administration de TIM et ii) la capacité d'Elliott à imposer sa propre feuille de route.
- **Le collar permet à Elliott de détenir des droits de vote sans exposition économique** (« empty voting »).

2.4 Les mensonges et les manquements d'Elliott

- Elliott mentionne dans sa dernière présentation que « *les commissaires aux comptes de TIM ont rejeté en bloc toutes les accusations formulées par Vivendi* », ce qui sert leurs propres intérêts.
- **Elliott accuse Vivendi de vouloir reprendre le contrôle.** Vivendi propose un Conseil indépendant, remplaçant les cinq administrateurs à la solde d'Elliott par cinq administrateurs véritablement indépendants et extrêmement compétents.
- **Elliott remet en cause la réputation et l'indépendance des candidats soutenus par Vivendi.** Les faits démontrent que les candidats de Vivendi sont : i) plus compétents dans les telcos que les membres actuels d'Elliott et ii) véritablement indépendants au regard de la législation italienne, avec une expérience reconnue dans le management de grandes sociétés cotées en bourse.
- **Elliott affirme que Vivendi souhaite revenir à DigiTIM.** Vivendi apportera son soutien à toutes les propositions considérées comme étant dans le meilleur intérêt à long terme de tous les actionnaires de TIM et des autres parties prenantes, notamment les schémas alternatifs pour le réseau fixe, l'amélioration du cash-flow, les initiatives de désendettement, la vente potentielle d'actifs non stratégiques, la simplification de la structure du capital et la reprise du paiement des dividendes.
- **Elliott attaque le groupe Bolloré et les « desseins de Vivendi pour TIM »** avec des allégations absurdes, dans le but de détourner l'attention de TIM. La réponse est simple :

- Vivendi a investi environ 4 milliards d'euros dans Telecom Italia et n'a pas de produits dérivés financiers. Ses intérêts sont parfaitement alignés sur ceux de tous les autres actionnaires de long-terme de TIM.
- Elliott possède un collar qui limite son potentiel de gain au-delà de 0,4809 euros, permettant ainsi de détenir des droits de vote sans exposition économique (« empty voting »). Leurs intérêts ne sont manifestement pas alignés sur ceux des autres actionnaires de TIM ; leur stratégie d'investissement n'est pas claire.
- **Elliott trompe les investisseurs à bien des égards**, notamment en affirmant opportunément avoir soutenu l'ancien CEO avant l'AG de 2018 pour récolter des votes, avant d'orchestrer sa déstabilisation dès le premier jour.
- **Elliott promet de proposer des candidats indépendants et une gouvernance d'entreprise exemplaire**. En réalité, Elliott a dicté l'agenda à ses candidats qui semblent totalement manipulés et ont à maintes reprises livré une série d'actions guidées par le seul intérêt d'Elliott.
- **Elliott a bloqué la nomination de Michel Sibony** : on ne comprend pas en quoi la nomination de Michel Sibony aurait eu un impact sur le prétendu « transfert de profit », car Elliott a échoué à expliquer / démontrer, preuve à l'appui, en quoi M. Sibony, un professionnel avec une expérience confirmée dans les achats, a opéré pour Vivendi ou quels types d'avantages il lui aurait procurés. Environ 50% des renégociations des prestations de services ont été effectuées sous la direction de M. Sibony, comme annoncé par TIM lors de la publication des résultats du deuxième trimestre 2018.
- **Elliott a oublié le fait que la proposition de coentreprise Canal+ / TIM ne fait plus l'objet d'une enquête de la Consob** ; cette dernière a confirmé qu'il était juste de considérer cette transaction comme une opération « *d'importance mineure* ».
- **Elliott a fait des commentaires erronés au sujet du contrat de Havas**. Le Conseil d'administration élu en mai 2018 n'a pris aucune mesure concernant ce contrat. Havas reste la principale agence de TIM et sa campagne publicitaire a été primée.
- **De manière générale, toutes les transactions entre les parties liées ont été approuvées par le Conseil d'administration de TIM, y compris en 2018**. Le rapport annuel de TIM 2018 indique que :
 - « *Au cours de l'exercice 2018, aucune transaction majeure entre parties liées n'a eu lieu* » ;
 - « *Les opérations avec les parties liées, lorsqu'elles n'étaient pas réglementées par des lois spécifiques, ont eu lieu dans des conditions normales et leur exécution s'est déroulée conformément aux procédures internes* ».

A propos de Vivendi

Vivendi travaille depuis 2014 à la construction d'un groupe européen d'envergure mondiale dans les contenus, les médias et la communication. Dans la création de contenus, le Groupe détient des actifs puissants et complémentaires dans la musique (Universal Music Group), les séries et films (Groupe Canal+), l'édition (Editis) et les jeux vidéo mobiles (Gameloft), qui sont les contenus de divertissement les plus consommés dans le monde. Dans la distribution, Vivendi a acquis et repositionné Dailymotion pour doter ses contenus d'une nouvelle vitrine numérique. Le Groupe s'est également rapproché de plusieurs opérateurs télécoms et plateformes afin d'élargir au maximum ses réseaux de distribution. Dans la communication, Havas dispose d'une expertise créative unique dans la valorisation des contenus gratuits et dans les formats courts, de plus en plus utilisés sur mobile. Par ailleurs, dans le spectacle vivant, la valorisation de franchises et la billetterie, Vivendi explore de nouvelles activités complémentaires de ses métiers, fédérées sous Vivendi Village. Les différentes entités de Vivendi travaillent pleinement ensemble, évoluant au sein d'un groupe industriel intégré et créant ainsi plus de valeur. www.vivendi.com